

Article 21 du Règlement

[Traduction]

L'AGRICULTURE**L'AUGMENTATION DU PRIX INTÉRIEUR DU BLÉ**

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, les producteurs de grain canadiens, bien qu'ils n'y soient pour rien, doivent faire face à des prix très bas qui n'ont aucun rapport avec les forces du marché ni avec le coût de production.

Aujourd'hui, le gouvernement a répondu aux préoccupations de ces producteurs par un certain nombre de mesures, la principale étant l'augmentation du prix intérieur du blé, dont le maximum passe à \$ 11 le boisseau.

À présent, la part qui revient aux producteurs dans une miche de pain est à peine suffisante pour faire un bon sandwich. Nos producteurs peuvent maintenant espérer souffler un peu grâce à l'initiative d'aujourd'hui concernant le prix intérieur du blé, initiative qui aura un effet minime sur les consommateurs canadiens mais qui représente une aide énorme pour les producteurs de blé de l'Ouest, menacés par la guerre des subventions que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne.

Cette initiative fait partie d'une longue série de mesures prises par le gouvernement pour aider l'agriculture. Le gouvernement soutiendra jusqu'au bout les producteurs de blé canadien.

Au cours des vingt derniers mois, le gouvernement a fait davantage pour les agriculteurs qu'aucun autre gouvernement dans l'histoire canadienne.

* * *

LES FINANCES**L'INCIDENCE DES DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES SUR LES FAMILLES À FAIBLE REVENU**

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, une étude que le Conseil national du bien-être a publiée récemment confirme que le budget conservateur de 1985 et l'exposé économique de 1984 laisseront les petits salariés canadiens dans une situation pire qu'auparavant. Tandis que les riches ont obtenu une exemption de gains en capital s'élevant à \$500,000, les pauvres ont été frappés par la désindexation partielle des allocations familiales et des exemptions personnelles d'impôt, par une surtaxe de 3 p. 100 ainsi que par des taxes fédérales de vente et d'accise plus élevées.

Durant les cinq prochaines années, une famille comptant deux enfants et touchant un seul revenu de \$10,000 par an perdra \$905 en revenu disponible. Si elle touche \$21,000, ce qui est le seuil de la pauvreté, elle perdra \$2,334; cependant, celles dont le revenu annuel est de \$100,000 verront leur revenu disponible accuser effectivement un gain de \$517.

Il est temps que le gouvernement reconnaisse que ses politiques régressives et peu clairvoyantes ne sont pas avantageuses pour tous les Canadiens. De fait, elles créent deux Canadas

distincts où les plus miséreux sont oubliés. C'est tout simplement une honte nationale.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE**L'ABOLITION DE TOUTES LES TAXES FÉDÉRALES SUR LES CARBURANTS UTILISÉS SUR LES FERMES**

M. Marc Ferland (Portneuf): Monsieur le Président, nos agriculteurs vivent depuis plusieurs années une période très difficile. Négligés par l'ancien gouvernement libéral, ils ont vu leur revenu réel chuter de 50 p. 100 au cours des 10 dernières années.

Depuis les élections de septembre 1984, notre gouvernement a mis de l'avant un nombre sans précédent de mesures visant à aider les producteurs agricoles qui, par leur travail et leur productivité, nourrissent le Canada et le monde. Ce matin, le très honorable premier ministre (M. Mulroney) a annoncé une autre série de mesures dans le secteur agricole. À compter du 1^{er} mai, toutes les taxes fédérales sur les carburants utilisés sur nos fermes seront abolies. Cette mesure permettra des économies annuelles d'au-delà de 80 millions de dollars et ceci au moment où nos agriculteurs en ont le plus besoin.

Voilà, monsieur le Président, comment notre gouvernement entend relancer l'économie au Canada!

* * *

● (1410)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS**

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, combien de fois encore le Canada sera-t-il embarrassé par la naïveté des relations du premier ministre (M. Mulroney) avec le président des États-Unis? Il négocie un accord de libre-échange avec un pays qui non seulement nous a imposé des droits compensatoires, hier encore, mais a en plus déclaré sans détours avoir l'intention de se réserver le droit d'agir ainsi, quelles que soient les circonstances. Seuls les plus crédules peuvent voir un espoir quelconque dans ce processus.

Cela nous rappelle cet autre espoir de négociation qui a conduit à la nomination d'envoyés pour les pluies acides dont le rapport ne recommandait ni recherche ni réduction de la pollution. En dépit de l'acceptation présidentielle, ce rapport semble maintenant une chose pour laquelle le gouvernement américain n'a même pas l'intention de débloquer des fonds. C'est du moins ce que disait hier le secrétaire à l'énergie, John Herrington, lors d'audiences du Congrès.

Le démocrate Henry Waxman, qui aurait dit en rigolant «Nous les avons bien eus les Canadiens», aurait pu éviter de blesser bien des Canadiens qui ne sont pas dupes en disant: «Nous les avons bien eus les conservateurs».